

dans l'industrie du papier et les industries connexes comme celles de l'impression et de l'édition. Dans le groupe des produits durables, la fabrication, six des huit sous-groupes ont fait des progrès en avril, surtout les produits forestiers, les appareils électriques, et les produits minéraux non métalliques.

En général, on a une impression de manque de ressort, mais néanmoins, des progrès se sont fait sentir dans ces divers secteurs de l'industrie de fabrication. Ma conclusion est simple. Les choses ne bougeaient pas assez vite. Comme le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) l'a dit cet après-midi, le produit national s'est accru de 4 p. 100, ce qui ne suffit pas pour fournir l'emploi dont nous avons besoin. C'est pourquoi le ministre des Finances (M. Benson) a annoncé des changements budgétaires, tout à fait justifiés d'ailleurs.

[Français]

Je n'ai pas besoin d'énumérer ces changements, mais l'augmentation du pouvoir d'achat—si l'on tient compte des trois postes mentionnés au budget—se chiffre à 135 millions de dollars, que les paroissiens, «payeurs de taxes», n'auront pas, jusqu'à la fin de l'année, à verser dans les coffres du gouvernement fédéral. Cela constitue évidemment un stimulant important.

Au point de vue industriel, la réduction de l'impôt sur le revenu des corporations, le rappel de la surtaxe de 3 p. 100 sur les sociétés, la réduction progressive du taux de l'impôt sur les sociétés jusqu'à 46 p. 100, en 1976, tout cela constitue un autre stimulant. Bref, ces mesures vont donner aux compagnies l'occasion d'investir davantage, l'occasion de mieux mettre en place l'équipement industriel nécessaire au progrès du Canada.

[Traduction]

Les dépenses en immobilisations dans le secteur de la fabrication depuis deux ans, c'est-à-dire pour 1969-1970, ont été assez élevées, ce qui explique la hausse de 20 p. 100 sur les années précédentes. Ce même secteur prévoit pour 1971 des dépenses très modestes, qui se traduiraient vraisemblablement par une baisse de 6 p. 100. Nous espérons donc que les réformes budgétaires et fiscales encourageront les investissements dans ce secteur.

[Français]

Monsieur le président, très rapidement, je voudrais dire que même si la fiscalité est très importante pour le développement industriel, ce n'est pas la seule chose qui le soit. J'ai beaucoup de respect pour le ministre des Finances et l'importance de ses programmes dans le développement industriel du pays, mais je ne voudrais pas lui en attribuer tout le mérite. Loin de là! Il y a également deux autres facteurs des plus importants. Le premier a trait à la situation de nos exportations, et le deuxième, à l'importance des programmes que les gouvernements—notamment le gouvernement fédéral, pour ne mentionner que celui-là aujourd'hui,—ont mis en place et continuent à améliorer pour favoriser le développement industriel, de même que la rationalisation.

Et je dis toujours, monsieur le président,—et vous en savez quelque chose—qu'un des rôles les plus importants que joue le ministère de l'Industrie et du Commerce, c'est justement celui d'entremetteur, s'efforçant de stimuler le développement industriel par l'utilisation de toute la gamme des programmes dont il dispose.

[L'hon. M. Pepin.]

Alors, du point de vue du commerce international, le Canada est présentement dans une situation que je peux qualifier de très favorable. Nos exportations, on le sait, ont monté au rythme de 2.4 p. 100, pour les cinq premiers mois, et les importations, au rythme de 3 p. 100. Si bien que si les choses continuent à l'allure présente, nous aurons encore une fois un surplus relativement important—pour ne pas dire sensationnel—à la fin de cette année. Au moment présent, l'excédent des exportations sur les importations est de 992 millions de dollars, au regard de 1 milliard 4 millions, l'an passé. On constate donc que l'écart n'est pas très considérable.

• (4.20 p.m.)

[Traduction]

Mon critique attiré, le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) recommandait l'autre jour ce même dynamisme qui aujourd'hui le caractérise dans l'esprit des Canadiens. Ce ne serait pas justifié dans les circonstances actuelles. Nous en retirerions tout probablement un gain immédiat qui risquerait de hausser anormalement la valeur du dollar. Le gouvernement est d'avis que la situation exige une attitude plus subtile et plus évoluée. Il nous semble que des efforts conduisant au progrès technique à la mise au point de procédés nouveaux et améliorés au Canada, à la recherche de débouchés particuliers pour des produits précis et des techniques modernes de commercialisation auraient un effet beaucoup plus durable que la ligne de conduite préconisée par l'honorable député de Prince Edward-Hastings. Je crois—et j'aimerais avoir le temps de développer le sujet—que la Chambre devrait s'intéresser davantage à l'extraordinaire amélioration du programme de subventions aux industries du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Vous avez entendu parler par exemple, du programme PEP, le programme d'expansion de la productivité. Il n'a rien à voir avec Pepin. En réalité, il a été conçu avant même que j'entre en scène.

M. Gilbert: C'est de l'assistance aux sociétés.

L'hon. M. Pepin: Non. Tous ces programmes—et je pourrais mentionner les programmes de mécanisation, de construction navale, des textiles et le reste—représentent une façon plutôt raffinée d'accroître au Canada la capacité de fabrication pour que notre industrie soit vraiment compétitive sur le marché international, sans devoir recourir au protectionnisme pour survivre. C'est mon objectif, celui du gouvernement: rendre l'industrie canadienne aussi productive, efficace et moderne que possible et instituer les programmes nécessaires à cette fin. C'est ce que nous faisons, et je puis vous assurer que nous redoublerons d'efforts dans ce sens.

Ces programmes existent pour s'ajouter au stimulant fiscal apporté par le ministre des Finances dans son budget et encourageront directement l'implantation de nouvelles entreprises là où des possibilités existent, mais où une aide semblable est nécessaire.

A ce propos, je tiens à féliciter mon collègue, le ministre des Finances, pour avoir été fidèle à la méthode sélective qu'il avait antérieurement adoptée, lors du budget de décembre en particulier, en abordant d'une façon très particulière les problèmes dans certains secteurs du spectre industriel canadien. Ce qu'il a réalisé dans son budget pour le secteur forestier, pour le secteur